



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau ICPE et de la Protection du patrimoine

Installation classée pour la protection de l'environnement

AUTORISATION

SAS BREHERET - COUVOIR DE LA MESANGERE
à LA POITEVINIERE

DIDD – 2011 – n° 404

ARRÊTÉ

**Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1^{er} du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code l'environnement ;

Vu l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 10 février 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2112 (activité "couvoirs") ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu la directive IPPC 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

Vu la demande formulée par Monsieur le Président Directeur Général de la SAS BREHERET – COUVOIR DE LA MESANGERE, dont le siège social est au lieu-dit "La Mésangère" 49510 LA POITEVINIERE, afin de procéder à l'actualisation des conditions d'exploitation d'un élevage avicole et à la mise en place d'une installation de stockage et de traitement de sous produits d'origine animale, situé à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 7 décembre 2010 au samedi 8 janvier 2011 sur la commune de LA POITEVINIERE ;

Vu les certificats d'affichage ;

Vu la délibération des conseils municipaux de LA POITEVINIERE, ANDREZE, BEAUPREAU, CHAUDRON EN MAUGES, JALLAIS, LE PIN EN MAUGES, LA SALLE ET CHAPELLE AUBRY ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur régional des affaires culturelles, du directeur départemental du territoire, de la déléguée territoriale du Maine-et-Loire de l'agence régionale de santé, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national de l'origine et de la qualité ;

Vu le rapport du directeur départemental de la protection des populations , inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 30 juin 2011 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Art. 1^{er}. – Monsieur le Président Directeur Général de la SAS BREHERET – COUVOIR DE LA MESANGERE est autorisé à exploiter à la même adresse un élevage volaille.

Art. 2. - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** sous les rubriques suivantes de la nomenclature.

Désignation des activités	Rubriques	Régime	Situation de la SAS BREHERET
Établissement d'élevage de volailles de plus de 30 000 animaux-équivalents	2111.1	A	163 362 Animaux-équivalents
Capacité de traitement des sous-produits d'origine animale, supérieure à 500 kg/j	2730	A	5 T / jour
Activité de Couvoirs (au moins 100 000 œufs)	2112	D	1 752 576 œufs
Sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres (dépôt de), à l'exclusion des dépôts de peaux – Quantité supérieure à 500 kg	2731	A	8 T / semaine
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés (supérieur à 6 T, mais inférieur à 50 T)	1412.2.b	DC	26,75 T

Art. 3. - Pour la tenue de son établissement, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions ci-après :

1° - Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les ouvrages de stockages sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (annexe 1).

Les bâtiments d'élevage fixes sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

L'intégration paysagère est favorisée si nécessaire par l'implantation de haies bocagères ; les haies et plantation existantes sont maîtrisées et régulièrement entretenues

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

2° - Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 81 681 canards soit 163 362 animaux-équivalents

3° - Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière et caillebotis.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé ; tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.

Tous les animaux reçoivent une alimentation de type multiphase, garantissant des apports en protéines limités aux besoins physiologiques de chaque catégorie d'animaux. L'alimentation est supplémentée en phytase.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

4° - Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable est assurée par deux forages (F1 et F2 voir plans joints). L'eau de ces forages est traitée avant son utilisation pour l'abreuvement des animaux et fait l'objet d'analyses régulières.

Les installations d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable ou du réseau intérieur à caractère privé, par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable. Il est donc indispensable soit de séparer complètement les installations alimentées par forage et les installations alimentées à partir du réseau public, soit d'installer un bac de disconnection avec surverse.

En cas de raccordement sur le système public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un système public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour.

Les forages sont protégés et exploités conformément à la réglementation en vigueur.

La consommation d'eau des animaux doit être maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation soit reconnu performant.

5° - Réseaux de collecte et stockages des effluents

Tous les effluents liquides ainsi que toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'élevage, du matériel et des annexes sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

L'évacuation du lisier, des eaux usées et des eaux pluviales se fait par des réseaux distincts ; notamment un réseau étanche permet d'évacuer le lisier vers la station de traitement ; un réseau pour les eaux usées des vestiaires et des bureaux conduit vers un système d'assainissement autonome ; un réseau dédié aux eaux pluviales permet le rejet des eaux pluviales non souillées au fossé.

La consommation d'eau lors du nettoyage des locaux est optimisée par l'utilisation de nettoyeur haute pression.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisation, caniveaux à lisier...) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage et des annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Les toits sont munis de gouttières ou de tout autre dispositif pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier, afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.

Les eaux pluviales non polluées sont rejetées dans le milieu récepteur ou dans le réseau d'eaux pluviales communal, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :

- hydrocarbures totaux : 10 mg/l
- DCO : 125 mg/l.

Les eaux de lavage issues de la plateforme de compostage sont collectées dans une préfosse et dirigées en tête de la station d'épuration.

Une plateforme de stockage des fumiers de 260 m² permet le stockage des fumiers et des déchets de couvoir pendant 4 mois avant la mise en andains.

Le lisier est acheminé en continu des bâtiments vers la station d'épuration.

6° - Conditions d'exploitation du couvoir

L'installation d'accouaison comprend :

- les bâtiments dans lesquels se déroulent les opérations de réception et d'attente des œufs, d'accouage, d'éclosion, de tri et d'expédition des volailles d'un jour ;
- les bâtiments à usage de vestiaires, bureaux, logement de gardien ;
- les bâtiments, hangars, aires et autres dispositifs réservés :
 - à l'entreposage de matériels et consommables divers ;
 - au lavage et au stationnement des véhicules de transport des œufs et des animaux ;

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

7° - Installations de traitement des effluents

L'épandage des déchets, des coquilles d'œufs et des sous-produits d'écloserie non transformés au sens du règlement CE n° 1774/2002 du 3 octobre 2002 est interdit.

7.1 - Traitement des fumiers et déchets de couvoirs

Cette activité de traitement biologique de déchets consiste à mélanger des fumiers (issus des principaux sites avicole), des déchets de couvoirs et des bactéries ; le principe de fonctionnement permet d'obtenir un produit normalisé conforme à la norme NFU 44-051.

Elle est implantée et aménagée conformément au dossier de demande d'autorisation.

L'installation est constituée de plusieurs silos tunnels où s'effectuent progressivement les différentes opérations que sont le stockage des fumiers, le mélange des matières premières, la structuration et l'ensemencement des andains puis la maturation du produit transformé.

L'entrée de l'installation est aménagée et réglementée, la configuration est telle qu'elle assure la dissociation des zones sales (apport des intrants) et propres (sortie amendement).

L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts et déchets stabilisés, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

Les bactéries permettent la dégradation et le remaniement de la matière organique en alternant phase aérobie et anaérobie l'évolution de la matière organique est suivi par l'enregistrement régulier des températures au cœur des andains.

Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement ou sont indiqués la nature des produits entrants, les dates de début et de fin de traitement et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

L'aire de stockage des composts finis ou des déchets stabilisés est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts ou des déchets stabilisés fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.

La plateforme de compostage ne devra pas être source de pollution du milieu ; toutes les eaux de ruissellement susceptibles d'être chargées en matière organique devront être recyclées ou à défaut subir une épuration avant rejet dans le milieu superficiel.

Toutes les aires étanches où sont entreposés des produits susceptibles d'écoulement sont munies au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui sont dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de l'élevage.

Les boues issues du traitement final de la station d'épuration sur lits de macrophytes seront également incorporés aux autres produits à traiter.

Auto-contrôles

Le compost devra être conforme aux exigences de qualité définies par la norme NFU 44-05. Dans le cas d'apport de boues le produit élaboré devra être conforme à la norme NFU 44-095, des analyses chimiques et microbiologiques du produit fini régulières devront permettre de le vérifier.

L'application et le respect de ces normes induit des obligations en matière de régularité de composition, de traçabilité et de marquage.

Sans préjudice de l'application des et des articles L 214-1 et L 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis à l'article 2 du présent arrêté à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural.

L'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural.

7.2 - Station d'épuration des eaux usées

Les lisiers et les eaux de lavage des bâtiments d'élevage et des couvoirs et sont traitées dans une station d'épuration implantée et aménagée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Cette unité de traitement est dimensionnée pour recevoir un flux de pollution correspondant à 153,6 kg de DBO5/J, soit 4900 équivalents habitants.

Elle se compose d'installations de :

- dégrillage – autocontrôle amont ;
- rétention des matières en suspension (coquilles d'œufs, plumes...) ;
- traitement du phosphore ;
- injection de chlorure ferrique ;
- aération – décantation dans un bassin à boues activées ; les capacités d'aération doivent pouvoir répondre aux exigences maximales ;
- traitement tertiaire en lagune plantée de roseaux ;
- installations de surveillance (canal d'approche, canal de mesure, seuil de mesure, préleveur) sont réalisées selon les normes AFNOR et les recommandations de l'Agence de l'eau ;
- lagune de stockage des eaux traitées ;
- compostage des boues sur le site.

Les rejets dans le milieu sont en conformité avec les objectifs de qualité de l'EVRE et les orientations du SAGE de la Sèvre Nantaise , ils sont interdits pendant la période d'étiage considérant que celle-ci s'étend du mois de mai au mois d'octobre.

Les critères de rejets sont fixés comme suit :

Débit journalier maximal	100 m ³ /J
pH	5,5 - 8,5
Azote global	8,5 mg /l
DBO5	20 mg/l
DCO	90 mg/l
MES	100 mg/l
Phosphore total	1,5 mg/l

Les installations de traitement sont correctement entretenues.

Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements des rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Un système d'alerte est mis en place pour prévenir de l'arrêt accidentel des installations, notamment au niveau des pompes de relevage.

Auto-contrôles

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés en contrôlant, en fonction du milieu récepteur, les paramètres suivants : pH, température, DCO, DBO5, MES, NTK, phosphore total.

En cas de rejet dans les eaux superficielles, ces mesures doivent être effectuées au moins tous les ans par un organisme indépendant. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.

L'exploitant réalisera à ses frais, les analyses suivantes sur les rejets au milieu naturel :

- Débit : la détermination du débit rejeté se fera par des mesures en continu. Elles seront enregistrées ;
- pH: enregistrement continu ;
- température en continu ;
- MEST : 1 fois par mois ;
- DCO : 1 fois par mois ;
- DBO5 : 1 fois par mois ;
- Azote global : 1 fois par mois ;
- Phosphore total : 1 fois par mois.

Les analyses porteront sur les concentrations et les flux à partir d'un prélèvement sur 24 h asservi au débit.

8° - Déchets et sous-produits

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) et évacués régulièrement. Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés ou stabilisés en conformité avec la réglementation

L'exploitant doit justifier la destination des sous-produits et des déchets par tout document fixé par la réglementation.

L'exploitant tient à jour un registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits par l'exploitation, sur lequel il reporte :

- le type de déchet ;
- l'indication de chaque lot de déchets ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- les dates d'enlèvement et les destinataires de chaque lot de déchets et les masses correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

9° - Équarrissage et Sous-produits

On entend par sous-produits :

- les cadavres d'animaux : animaux morts-nés, poussins nés et euthanasiés avant le départ du couvoir, destinés au service de l'équarrissage ;
- les coquilles des poussins éclos, les œufs non éclos y compris les œufs couvés non fécondés (œufs clairs), et/ou leur contenu en cas de ruptures des coquilles, dont la valorisation est autorisée.

Les sous-produits sont conservés dans des locaux adaptés, le cas échéant réfrigérés, et sont enlevés aussi souvent que nécessaire, pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales, et l'accès possible à ces matières par des animaux.

Les poussins morts-nés et les poussins euthanasiés avant le départ du couvoir sont stockés dans un récipient étanche et fermé, à température maîtrisée et par congélation si la fréquence d'enlèvement le nécessite, destiné à ce seul usage et identifié. Ils sont enlevés régulièrement par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans un conteneur étanche et fermé, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

10° - Produits dangereux

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

11° - Réduction des émissions d'odeurs et maîtrise de la pollution de l'air

Principes généraux

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires pour éviter la gêne du voisinage et toutes les mesures utiles pour limiter les nuisances dues aux émissions atmosphériques de fumées, suie, poussières ou gaz. Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes, notamment au niveau de des zones de stockage des lisiers, du traitement biologique des déchets et de la station de traitement.

Sources potentielles

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, andains, ...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter au maximum la gêne pour le voisinage.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeurs est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Valeurs limites et conditions de rejet

Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu sur le site ne doit pas dépasser les valeurs mentionnées dans le tableau suivant, en fonction de son éloignement par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers, aux

Éloignement des tiers (m)	Niveau d'odeur sur site (UO/m ³)
100	250
200	600
300	2 000
400	3 000
UO = unité d'odeur	

Les mesures de niveau d'odeur et débit d'odeur sont réalisées selon les normes en vigueur.

Prévention

Le système de ventilation dynamique des bâtiments d'élevage est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont si nécessaire captés à la source.

Le bâtiment de traitement biologique des fumiers et déchets de couvoir doit faire l'objet d'une évaluation régulière des dégagement de composés suivant : ammoniac, amines, hydrogène sulfuré, mercaptans, aldéhydes, cétones ; en cas de nécessité l'inspection pourra demander le confinement de ces activités et le traitement de l'air vicié.

Les déchets générés par la station sont régulièrement éliminés afin de limiter les nuisances olfactives .

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâches seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

12° - Sécurité incendie

Tous points les dispositions prévues par l'étude de danger de la demande d'autorisation sont respectés.

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La défense intérieure contre l'incendie est assurée au moyen d'un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres minimum par bâtiment et , le cas échéant par un extincteur approprié dans les locaux à risques ; conformément aux normes NF EN 3.1 à 3.5 et DI 97/23, ces appareils devront être facilement accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement.

Un éclairage de sécurité est mis en place suivant les mesures fixées par l'arrêté ministériel du 26 février 2003 et le Code du Travail (article R.4224-14).

La défense contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie, de 100 mm de diamètre (norme NF S 61.213) piqué directement, sans passage par compteur by-pass, sur une canalisation assurant un débit de 1000 litres par minute, sous une pression dynamique de 1 bar et implanté à 200 mètres au maximum par les voies praticables et par la création de réserve d'eau d'une capacité minimum de 120 m³ distantes de 200 mètres au maximum des bâtiments, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'implantation de ces réserves devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours.

Les plans d'évacuation et de lutte contre l'incendie sont affichés à proximité des entrées principales des bâtiments.

13° - Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, traitement, de fuel, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

14° - Formation du personnel

Le personnel intervenant sur l'exploitation est familiarisé avec le système de production et reçoit une formation afin d'avoir une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement. Le personnel a pris connaissance de la conduite à tenir en cas d'incident ou accident sur l'installation, et met en œuvre les moyens d'intervention.

15° - Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le niveau maximal de bruit est fixé par les valeurs limites suivantes :

Tranches horaires	Valeur limite Lm
Entre 6 H et 7 H	55 dB A
Entre 7 H et 20 H	60 dB A
Entre 20 H et 22 H	55 dB A
Entre 22 H et 6 H	50 dB A

L'émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Émergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Émergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 16 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

16° - Dysfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

17° - Bilan de fonctionnement (concerne les élevages à partir de 40 000 emplacements)

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, devra être adressé au préfet de Maine-et-Loire. Il permet de réexaminer et si, nécessaire, actualiser les conditions de l'autorisation.

18° - Déclaration d'émission polluante (concerne les élevages à partir de 40000 emplacements)

L'exploitant déclare chaque année la masse annuelle d'ammoniac produite dans son installation conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 modifié.

19° - Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de LA POITEVINIERE. et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de LA POITEVINIERE et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Monsieur le Président Directeur Général de la SAS BREHERET – COUVOIR DE LA MESANGERE dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET, et dans les mairies de LA POITEVINIERE, ANDREZE, BEAUPREAU, CHAUDRON EN MAUGES, JALLAIS, LE PIN EN MAUGES, LA SALLE ET CHAPELLE AUBRY.

Art. 9 - Le récépissé de déclaration du 13 avril 1990 est abrogé.

Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de LA POITEVINIERE, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le - 7 SEP. 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture

Alain ROUSSEAU

Délais et voies de recours : Conformément aux dispositions des articles L.515-27 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leurs groupements d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la présente décision, le délai est prorogé de six mois à compter de la mise en service de l'installation. Pour le demandeur ou l'exploitant, le délai est de deux mois et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

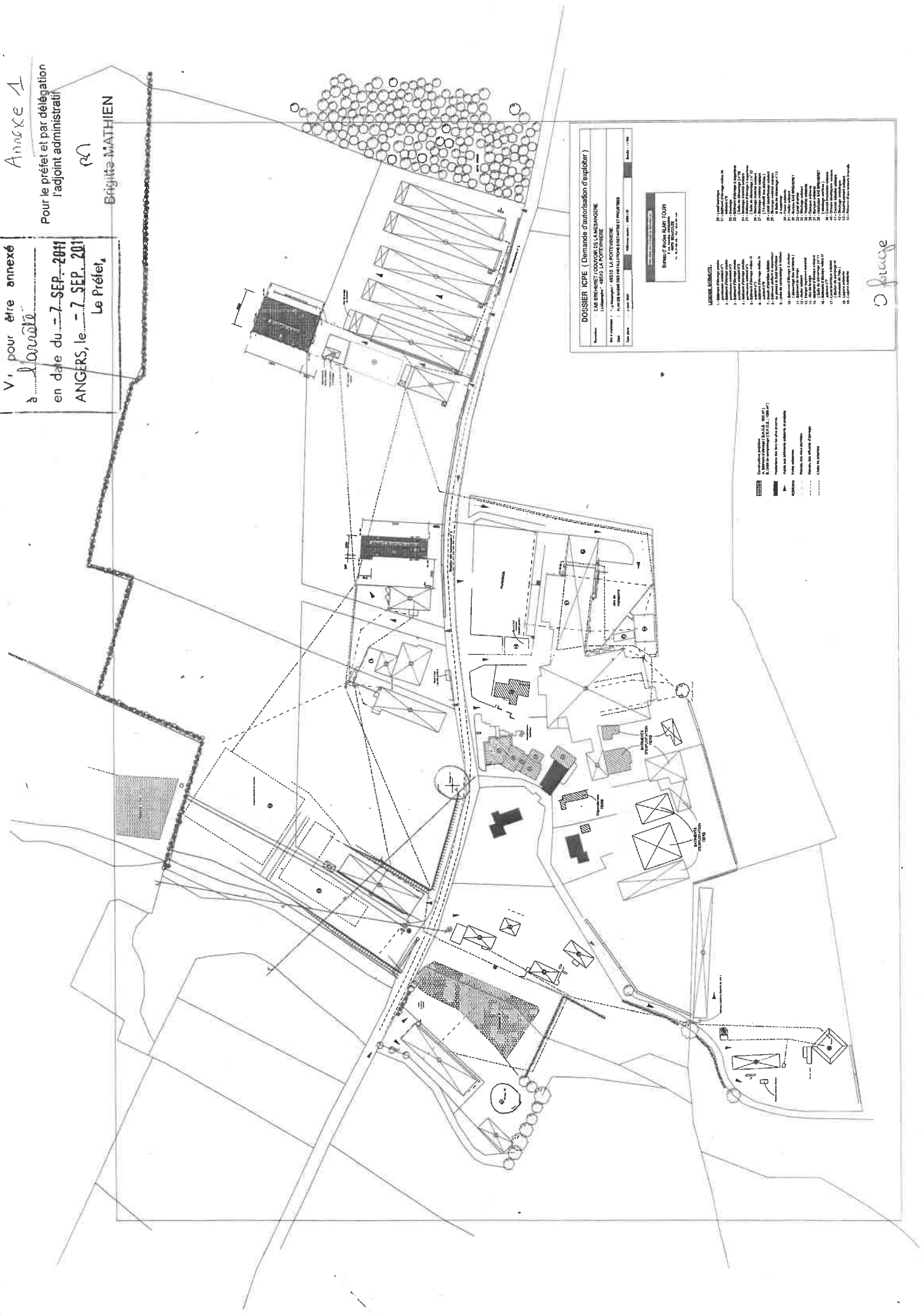
Annexe 1

V, pour être annexé
à l'arrêté
en date du 27 SEP. 2011
ANGERS, le 27 SEP. 2011
Le Préfet,

Brigitte MATHIEN

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

20



DOSSIER ICPE (Demande d'autorisation d'exploiter)

Relevé : 1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS
1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS
1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS

Site : 1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS
1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS
1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS

Date : 1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS
1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS
1208 BUREAU D'ETUDES ET D'AMENAGEMENTS

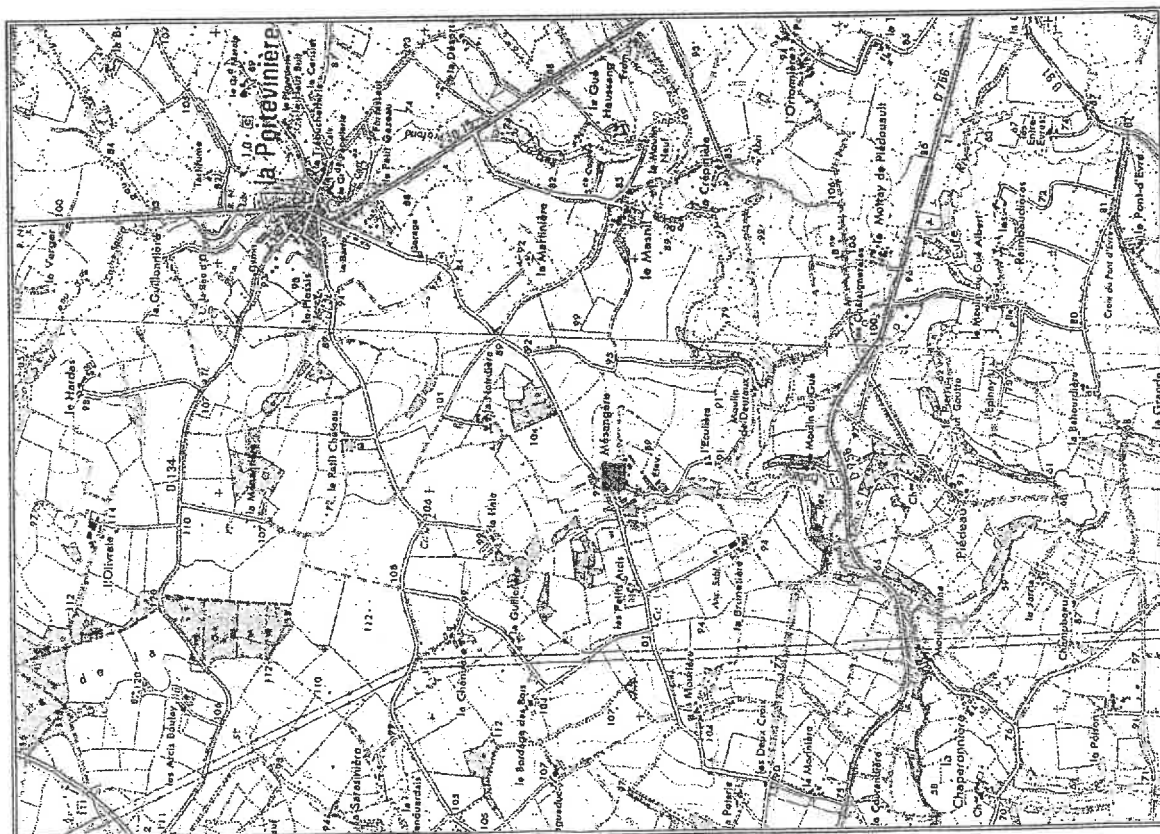
Scale : 1:1000

BRIGITTE MATHIEN
Préfet de Maine-et-Loire

- LEGENDA ALPHABETIQUE :**
- 1. Bâtiment d'habitation
 - 2. Bâtiment d'habitation
 - 3. Bâtiment d'habitation
 - 4. Bâtiment d'habitation
 - 5. Bâtiment d'habitation
 - 6. Bâtiment d'habitation
 - 7. Bâtiment d'habitation
 - 8. Bâtiment d'habitation
 - 9. Bâtiment d'habitation
 - 10. Bâtiment d'habitation
 - 11. Bâtiment d'habitation
 - 12. Bâtiment d'habitation
 - 13. Bâtiment d'habitation
 - 14. Bâtiment d'habitation
 - 15. Bâtiment d'habitation
 - 16. Bâtiment d'habitation
 - 17. Bâtiment d'habitation
 - 18. Bâtiment d'habitation
 - 19. Bâtiment d'habitation
 - 20. Bâtiment d'habitation
 - 21. Bâtiment d'habitation
 - 22. Bâtiment d'habitation
 - 23. Bâtiment d'habitation
 - 24. Bâtiment d'habitation
 - 25. Bâtiment d'habitation
 - 26. Bâtiment d'habitation
 - 27. Bâtiment d'habitation
 - 28. Bâtiment d'habitation
 - 29. Bâtiment d'habitation
 - 30. Bâtiment d'habitation
 - 31. Bâtiment d'habitation
 - 32. Bâtiment d'habitation
 - 33. Bâtiment d'habitation
 - 34. Bâtiment d'habitation
 - 35. Bâtiment d'habitation
 - 36. Bâtiment d'habitation
 - 37. Bâtiment d'habitation
 - 38. Bâtiment d'habitation
 - 39. Bâtiment d'habitation
 - 40. Bâtiment d'habitation
 - 41. Bâtiment d'habitation
 - 42. Bâtiment d'habitation
 - 43. Bâtiment d'habitation
 - 44. Bâtiment d'habitation
 - 45. Bâtiment d'habitation
 - 46. Bâtiment d'habitation
 - 47. Bâtiment d'habitation
 - 48. Bâtiment d'habitation
 - 49. Bâtiment d'habitation
 - 50. Bâtiment d'habitation
 - 51. Bâtiment d'habitation
 - 52. Bâtiment d'habitation
 - 53. Bâtiment d'habitation
 - 54. Bâtiment d'habitation
 - 55. Bâtiment d'habitation
 - 56. Bâtiment d'habitation
 - 57. Bâtiment d'habitation
 - 58. Bâtiment d'habitation
 - 59. Bâtiment d'habitation
 - 60. Bâtiment d'habitation
 - 61. Bâtiment d'habitation
 - 62. Bâtiment d'habitation
 - 63. Bâtiment d'habitation
 - 64. Bâtiment d'habitation
 - 65. Bâtiment d'habitation
 - 66. Bâtiment d'habitation
 - 67. Bâtiment d'habitation
 - 68. Bâtiment d'habitation
 - 69. Bâtiment d'habitation
 - 70. Bâtiment d'habitation
 - 71. Bâtiment d'habitation
 - 72. Bâtiment d'habitation
 - 73. Bâtiment d'habitation
 - 74. Bâtiment d'habitation
 - 75. Bâtiment d'habitation
 - 76. Bâtiment d'habitation
 - 77. Bâtiment d'habitation
 - 78. Bâtiment d'habitation
 - 79. Bâtiment d'habitation
 - 80. Bâtiment d'habitation
 - 81. Bâtiment d'habitation
 - 82. Bâtiment d'habitation
 - 83. Bâtiment d'habitation
 - 84. Bâtiment d'habitation
 - 85. Bâtiment d'habitation
 - 86. Bâtiment d'habitation
 - 87. Bâtiment d'habitation
 - 88. Bâtiment d'habitation
 - 89. Bâtiment d'habitation
 - 90. Bâtiment d'habitation
 - 91. Bâtiment d'habitation
 - 92. Bâtiment d'habitation
 - 93. Bâtiment d'habitation
 - 94. Bâtiment d'habitation
 - 95. Bâtiment d'habitation
 - 96. Bâtiment d'habitation
 - 97. Bâtiment d'habitation
 - 98. Bâtiment d'habitation
 - 99. Bâtiment d'habitation
 - 100. Bâtiment d'habitation

0 page

ANNEXE 3



PLAN DE SITUATION - Echelle : 1 / 25000

LOCALISATION DU SITE D'ELEVAGE

PLAN D'EPANDAGE DE DEJECTIONS ANIMALES

☒ FUMIER ☐ FIENTES
☐ LISIER

DEJECTIONS PROVENANT DE L'ELEVAGE EXPLOITE PAR :

NOM / RAISON SOC. : **SAS BREHERET - COUVOIR DE LA MESANGERE**

ADRESSE : **"La Mésangère"**

COMMUNE : **49510 LA POITEVINIERE**

Site d'élevage concen : **"La Mésangère" 49510 LA POITEVINIERE**

TERRAINS PROVENANT DE L'EXPLOITATION DE :

SAS Breheret **"La Mésangère" 49510 LA POITEVINIERE**

Vu pour être annexé
 à l'arrêté
 en date du **7 SEP. 2011**
ANGERS, le - 7 SEP. 2011

Le Préfet,
 Pour le préfet et par délégation
 l'adjoint administratif

SAS BREHERET

(Signature)

Brigitte MATHIEN

Signature de l'exploitant pour accord

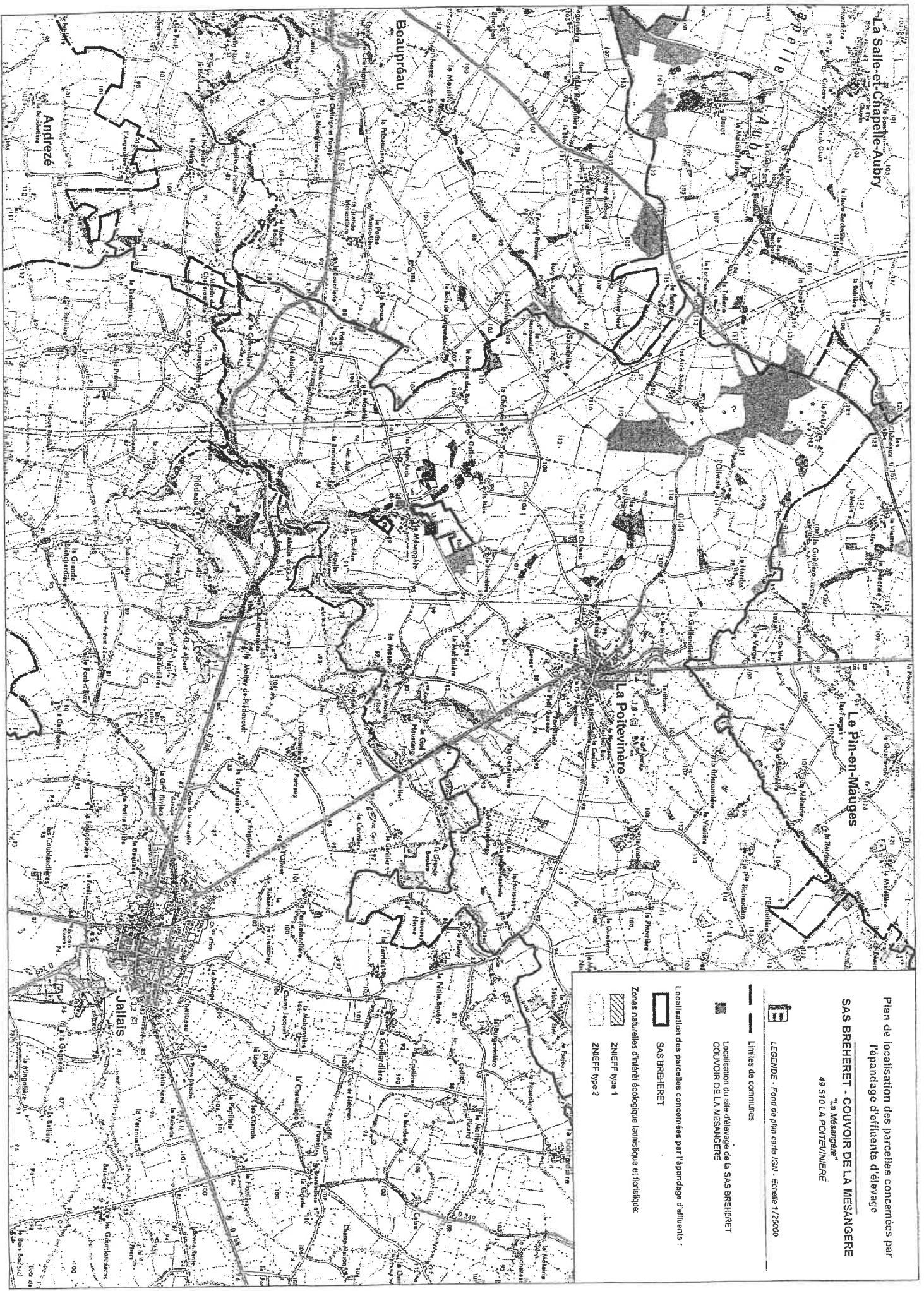
PLANS ETABLIS POUR LE COMPTE DE L'EXPLOITANT PAR :

Tel : 02.41.72 14 16
 Fax : 02.41.72 14 18

IMPACT ET ENVIRONNEMENT

2, rue Antédéo Avogadro
 49070 BEAUCOUZE

ref dossier	Classement	Date élab plus
av/cou	JE	oct-09



Plan de localisation des parcelles concernées par l'épandage d'effluents d'élevage

SAS BREHERET - COVOIT DE LA MESANGERIE

"La Mesangerie"
49 510 LA POTINIERE

LEGENDE - Fond de plan carte IGN - Echelle 1/25000

— Limites de communes

■ Localisation du site d'élevage de la SAS BREHERET
■ COVOIT DE LA MESANGERIE

□ Localisation des parcelles concernées par l'épandage d'effluents :

□ SAS BREHERET

▨ ZNIEFF type 1
▩ ZNIEFF type 2

Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique